

Genève EN BREF

Survol des négociations commerciales bilatérales, plurilatérales et multilatérales

Charles Akande, rédacteur

La 11^e conférence ministérielle de l'OMC se termine sans résultat substantiel

Comme prévu, étant donné l'opposition des États-Unis à tout résultat substantiel à Buenos Aires, la 11^e conférence ministérielle (CM11) de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'a produit aucune décision sur les principaux sujets à l'ordre du jour, c'est-à-dire la détention de stocks publics (DSP) à des fins de sécurité alimentaire, les restrictions et les interdictions à l'exportation et le soutien interne ayant des effets de distorsion des échanges.

Les Membres ont seulement réussi à « livrer » un ensemble minimal d'enjeux composé d'un moratoire et d'un programme de travail pour le cybercommerce, d'un moratoire sur les plaintes en situation de non-violation et les plaintes motivées par une autre situation relatives à des ADPIC (aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce), d'un programme de travail sur les petites économies et de la création du Groupe de travail de l'accession du Soudan du Sud.

Les ministres, entre-temps, ont convenu de poursuivre les négociations sur les subventions pour la pêche dans l'objectif de conclure une entente avant la 12^e conférence ministérielle (2019). Cette fois, ils tenteront de s'entendre sur l'ensemble de la cible 14.6 des objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies : « un accord sur des disciplines exhaustives et efficaces pour interdire certaines formes de subventions à la pêche qui contribuent à la surcapacité et à la surpêche, et pour supprimer celles qui favorisent la pêche INN (illicite, non déclarée et non réglementée), sachant que l'octroi d'un traitement spécial et différencié efficace et approprié aux pays membres en développement et à ceux les moins avancés doit faire partie intégrante de ces négociations. » Beaucoup de travail a déjà été fait à cet égard cette année.

Les enjeux agricoles (la DSP, le soutien interne et les restrictions à l'exportation) se sont avérés problématiques malgré les efforts des facilitateurs pour rapprocher les points de vue des Membres. « Les Membres n'ont pas réussi à s'entendre sur un accord substantiel final cette fois-ci, a déclaré M. Azevêdo. Quiconque suit les débats à

Genève savait qu'il serait difficile de faire des avancées sur les enjeux de longue date, a-t-il ajouté. Nous savions que les Membres devaient changer leur position pour faire des progrès. Et ça ne s'est pas produit. »

Ce qui a semblé encore plus décevant est l'absence de consensus de la part des ministres sur un programme de travail détaillé de l'après CM11 dans le domaine de l'agriculture, ont souligné les représentants officiels. Tout ce qu'ils sont parvenus à faire c'est de s'engager à poursuivre les négociations sur les trois piliers des négociations sur l'agriculture (le soutien interne, l'accès aux marchés et la concurrence à l'exportation) ainsi que sur l'accès aux marchés pour les produits non agricoles (AMNA), les services, le développement, les ADPIC, les règles et le commerce et l'environnement.

« Dans la salle des assemblées plénières, nous avons entendu un soutien fort, clair et répété envers le système, a déclaré M. Azevêdo. Ce qui est décevant, c'est de voir que ce soutien ne s'est pas traduit en action, a-t-il ajouté.

Si nous soutenons vraiment tous l'OMC, si nous y tenons réellement, alors nous devons garder à l'esprit que le multilatéralisme ne signifie pas que nous obtenons ce que nous voulons. Nous obtenons ce qui est possible. Nous ne pouvons pas nous attendre à ce que le multilatéralisme fonctionne et en même temps penser obtenir tout ce que nous voulons. C'est une recette vouée à l'échec. »

Qui est à blâmer?

« Le fait qu'un Membre de l'OMC ayant une position extrême choisisse de bloquer une courte déclaration ministérielle exprimant des points de vue partagés ne reflète pas l'excellent travail de la ministre Malcorra et de son équipe », a souligné M. Lighthizer dans ce que plusieurs ont considéré comme une attaque directe à l'Inde.

Les représentants officiels ont affirmé que la position prise à la fois par l'Inde et par les États-Unis n'a fourni aucune flexibilité pour négocier un résultat substantiel à Buenos Aires. Par conséquent, la CM11 ne s'est terminée

qu'avec un énoncé du président – plutôt qu'avec une déclaration ministérielle – puisque les États-Unis ont refusé d'appuyer l'inclusion du soutien envers le système commercial multilatéral, dont le développement est un élément central, à la déclaration ministérielle.

Pour empirer les choses, M. Lighthizer a même quitté Buenos Aires le 12 décembre, une journée avant la fin officielle de la CM11.

Des sources ont également confirmé que l'Inde a aussi contribué à l'échec de la CM11 en refusant de céder sur la DSP et la nécessité de maintenir un traitement spécial et différencié efficace pour les pays en développement.

« On se souviendra de la CM11 comme du moment où l'impasse à l'OMC a été dénouée. De nombreux Membres ont reconnu que l'OMC doit prendre un nouveau départ dans les domaines clés afin que les Membres de l'OMC aux vues similaires et leurs constituants ne soient pas retenus

par les quelques Membres qui ne sont pas prêts à agir », a déclaré M. Lighthizer dans un énoncé publié après la CM11.

Les États-Unis souhaitent des résultats sur l'agriculture « qui soient basés sur les réalités actuelles, plutôt que sur un cadre d'action irréaliste, dépassé et vieux de 16 ans », a affirmé le représentant pour le commerce des États-Unis, accueillant l'occasion en 2018 de continuer à discuter de la manière « d'améliorer le fonctionnement de l'OMC et de s'assurer qu'elle atteigne ses objectifs au profit de tous les Membres. »

Entre-temps, M. Azevêdo a rappelé aux ministres qu'ils doivent faire « des compromis parfois douloureux. Le système n'est pas parfait. Mais c'est le meilleur que nous avons. Et nous allons tous le regretter profondément s'il cesse de fonctionner », a-t-il conclu.

Ce numéro est le dernier de 2017, et *Genève en bref* sera de retour en janvier 2018, après la pause des fêtes. Nous vous souhaitons un joyeux temps des fêtes!

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter : www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.chep-poic.ca.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

